



# **AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF**

January 16, 2026

*Intelligence for Haiti's Democratic Transition*

## RÉSUMÉ EXÉCUTIF

marque le dernier jour de la fenêtre de décision critique de la CARICOM sans aucune annonce de cadre de la part du Conseil Présidentiel de Transition, des organisations de la société civile ou des acteurs internationaux jusqu'à 17h34 HNE. La pause de 39 jours des attaques de gangs se poursuit malgré les frappes de drones du 14 janvier sur les cachettes des dirigeants de gangs, démontrant une discipline stratégique sans précédent alors que les gangs priorisent les négociations d'amnistie du 7 février plutôt que des représailles immédiates. Avec 22 jours jusqu'à l'échéance constitutionnelle du 7 février 2026 et la fenêtre critique fermée sans action, le week-end devient le point d'inflexion décisif où la CARICOM doit choisir entre convoquer un sommet d'urgence, retirer sa facilitation ou accepter des calendriers de mise en uvre compressés de 14 à 18 jours avec un risque opérationnel accru.



## RÉSUMÉ RAPIDE POUR LES PARTIES PRENANTES

La fenêtre de décision critique de la CARICOM du 13 au 17 janvier se ferme sans annonces de cadre de gouvernance.

La pause de 39 jours des attaques de gangs se poursuit malgré les frappes de drones du 14 janvier sur les cachettes du leader de gang Chérizier.

Le week-end représente la dernière opportunité pour un sommet d'urgence des chefs de gouvernement de la CARICOM avant les trois dernières semaines.

Tout cadre annoncé le 20 janvier ou après fait face à un calendrier de mise en uvre compressé de 18 jours ou moins.

22 jours restent jusqu'à l'expiration du mandat du Conseil Présidentiel de Transition le 7 février 2026.

### DÉVELOPPEMENT 1: La fermeture de la fenêtre critique de la CARICOM sans action

Le 16 janvier 2026 marque le dernier jour de la fenêtre de décision critique de la CARICOM identifiée dans l'avertissement du 12 janvier du Groupe de Personnalités Éminentes concernant la lenteur des acteurs à trouver un terrain d'entente malgré des points de convergence dans de nombreuses propositions. L'absence de toute annonce de cadre jusqu'à 17h34 HNE représente un échec critique du processus de coordination et déclenche trois implications immédiates pour l'échéance constitutionnelle haïtienne du 7 février.

La crédibilité de la CARICOM est maintenant en jeu après que la déclaration du 12 janvier exprimant une profonde préoccupation ait implicitement établi la fenêtre du 13 au 17 janvier comme la dernière opportunité pour un consensus dirigé par les Haïtiens avant une intervention internationale. Le passage de cette fenêtre sans annonces suggère que les acteurs haïtiens n'ont pas démontré le patriotisme que la CARICOM appelait, que la facilitation de la CARICOM n'a pas produit de consensus malgré des semaines d'engagement par le Groupe de Personnalités

Éminentes tenant des discussions avec les membres du conseil et les dirigeants politiques, et que la coordination internationale reste paralysée par la division États-Unis-Canada reflétée dans les commentaires du secrétaire Rubio du 1er janvier par rapport à la position du ministre Giroux du 16 décembre.

Avec la fenêtre critique fermée et 22 jours jusqu'au 7 février, la CARICOM fait face à trois options pendant le week-end. L'option A implique de convoquer un sommet d'urgence des chefs de gouvernement de la CARICOM pour sélectionner et approuver une proposition de la société civile telle que l'Initiative de la Société Civile du 6 janvier, le RANFOR du 11 janvier ou l'ANR du 6 novembre, faire pression sur le Conseil Présidentiel de Transition pour accepter le cadre approuvé, coordonner les acteurs internationaux incluant l'OEA, l'ONU, les États-Unis et le Canada autour d'une position unifiée, et établir une échéance de mise en uvre en annonçant le cadre 20 janvier pour une mise en uvre de 18 jours. L'option B implique d'émettre une déclaration publique selon laquelle la CARICOM a épuisé les efforts de facilitation malgré la fourniture de multiples propositions et de soutien technique, les acteurs haïtiens n'ont pas démontré de volonté politique d'atteindre un consensus, la CARICOM se retire du rôle de médiation forçant Haïti à naviguer le 7 février unilatéralement, et la communauté internationale répondra à tout cadre qui émergera après le 7 février plutôt que de légitimer tout arrangement avant le 7 février. L'option C implique de continuer la facilitation en coulisses pendant le week-end sans déclarations publiques, permettant aux négociations de s'étendre à la semaine prochaine mais acceptant une fenêtre de mise en uvre compressée de 14 à 18 jours avec un risque opérationnel accru.



**Le passage du sans annonces signifie que tout cadre annoncé le 20 janvier ou après fait face à 20 jours ou moins pour la mise en uvre créant des défis opérationnels incluant la rédaction de décret nécessitant 3 à 5 jours, les consultations des parties prenantes nécessitant 5 à 7 jours, l'approbation du Conseil Présidentiel de Transition nécessitant 2 à 3 jours, la publication du Moniteur nécessitant 1 à 2 jours, et le déploiement public nécessitant 3 à 5 jours pour un total minimum de 14 à 22 jours. Ce calendrier compressé crée un risque élevé d'échec dû à un temps insuffisant pour des consultations appropriées, des révisions juridiques ou une communication publique, et crée un déficit de légitimité alors que les processus précipités minent la confiance publique. Avec 22 jours jusqu'au 7 février, la fermeture de la fenêtre critique sans action est un échec stratégique qui augmente exponentiellement le risque de vide institutionnel, de cadres concurrents ou d'extension unilatérale du Conseil Présidentiel de Transition le 7 février.**



## CONTEXTE HISTORIQUE

La CARICOM a établi son rôle de médiation du Groupe de Personnalités Éminentes à la mi-2024 suite à l'effondrement du processus de l'Accord de Montana et facilite le dialogue entre le Conseil Présidentiel de Transition, les organisations de la société civile et les acteurs politiques depuis plus de six mois. La déclaration du 12 janvier 2026 représentait l'avertissement le plus explicite de la CARICOM concernant l'urgence d'atteindre un consensus avant l'échéance constitutionnelle du 7

février.

## POINTS DE DISCUSSION

La fenêtre de décision critique de la CARICOM identifiée comme le 13 au 17 janvier s'est fermée sans aucune annonce de cadre de gouvernance de la part des acteurs haïtiens ou internationaux.

Trois propositions de la société civile restent non coordonnées incluant l'Initiative de la Société Civile du 6 janvier, le RANFOR du 11 janvier et l'ANR du 6 novembre.

Tout cadre annoncé le 20 janvier fait face à un calendrier de mise en uvre compressé de 18 jours créant des risques opérationnels incluant un temps insuffisant pour la rédaction de décrets, les consultations des parties prenantes, les révisions juridiques et la communication publique.

Le week-end du 18 au 19 janvier représente la dernière opportunité pour la CARICOM de convoquer un sommet d'urgence des chefs de gouvernement avant d'entrer dans les trois dernières semaines.

La crédibilité de la CARICOM dépend d'une action décisive pendant le week-end après avoir identifié la fenêtre du 13 au 17 janvier comme critique pour que les acteurs haïtiens démontrent leur volonté politique.

## DÉCISIONS RECOMMANDÉES

La CARICOM devrait convoquer un sommet d'urgence des chefs de gouvernement pendant le week-end du 18 au 19 janvier pour sélectionner et approuver un cadre de la société civile et faire pression sur le Conseil Présidentiel de Transition pour l'accepter d'ici 20 janvier.

Les acteurs internationaux incluant les États-Unis, le Canada, l'ONU et l'OEA devraient coordonner leurs positions pendant le week-end pour présenter un cadre unifié au Conseil Présidentiel de Transition plutôt que de maintenir la division actuelle États-Unis-Canada.

Les organisations de la société civile incluant le RANFOR, l'Initiative de la Société Civile et l'ANR devraient tenter une coordination d'urgence pendant le week-end pour présenter une proposition unifiée d'ici 20 janvier.

Le Conseil Présidentiel de Transition devrait annoncer son cadre de départ ou d'extension d'ici 20 janvier pour permettre 18 jours de mise en uvre plutôt que d'attendre la dernière semaine de janvier.

Les médias devraient commencer une couverture de compte à rebours quotidienne à partir du 20 janvier pour augmenter la pression publique sur les acteurs politiques pour finaliser les cadres.



## CONFIANCE



**Confiance modérée basée sur des rapports institutionnels partiels.****DÉVELOPPEMENT 2: La pause de 39 jours des gangs se poursuit malgré la provocation**

La pause de 39 jours des attaques de gangs s'étendant du 21 décembre 2025 au 16 janvier 2026 se poursuit sans interruption malgré les frappes de drones du 14 janvier qui ont réduit en cendres les cachettes du leader de gang Jimmy Chérizier à Delmas, Bel-Air et La Saline. Cela représente la période soutenue la plus longue sans violence majeure initiée par les gangs à Port-au-Prince jamais enregistrée et démontre une discipline stratégique sans précédent qui valide l'évaluation du Crisis Group du 15 décembre selon laquelle les gangs recherchent l'amnistie dans le cadre de la transition du 7 février.

L'échec des gangs à riposter contre les frappes de drones du 14 janvier ciblant leur leader le plus en vue indique trois dynamiques critiques. Premièrement, les coalitions de gangs incluant G9, G-Pèp et 400 Mawozo maintiennent des structures de commandement consolidées avec une discipline centralisée empêchant les factions rebelles de riposter malgré la provocation symbolique. Deuxièmement, les gangs considèrent les négociations d'amnistie du 7 février comme plus précieuses que la vengeance immédiate pour la destruction des cachettes, démontrant une priorisation stratégique de l'incorporation politique à long terme plutôt que des victoires tactiques à court terme. Troisièmement, les gangs évaluent les opérations de la PNH comme du théâtre symbolique gouvernemental plutôt que des menaces existentielles, comme en témoigne le contrôle territorial continu des gangs de 80 à 90 pour cent de Port-au-Prince selon l'évaluation du MOPAL du 4 janvier.

Le rapport de l'OIM du 15 janvier de 5 800 personnes nouvellement déplacées à Port-au-Prince démontre que les opérations de la PNH produisent un déplacement civil même lorsque les gangs ne ripostent pas. Les frappes de drones dans des zones densément peuplées incluant Delmas, Bel-Air et La Saline forcent les civils à fuir indépendamment des résultats des combats, ce qui signifie que la crise humanitaire s'aggrave malgré la pause de 39 jours des attaques de gangs. Ce schéma suggère que les opérations de la PNH servent principalement des fonctions politiques symboliques pour le gouvernement plutôt que d'atteindre un contrôle territorial significatif ou une protection de la population.

Avec 22 jours jusqu'au 7 février et la fenêtre critique de la CARICOM fermée sans annonces de cadre, les gangs font face à un point de décision stratégique fin janvier entre le 20 et le 25 janvier. Le scénario A implique de continuer la pause si les négociations en coulisses signalent une volonté d'inclure des dispositions d'amnistie dans les cadres post-7 février, utilisant la pause comme démonstration de bonne foi pour les négociations, une démonstration de capacité de gouvernance par la suspension de la violence et un levier pour des rôles post-7 février dans quelle que soit la structure de gouvernance qui émerge. Le scénario B implique de reprendre la violence si le gouvernement maintient la doctrine de non-négociation du Premier ministre Fils-Aimé du 28 décembre et annonce une extension du Conseil Présidentiel de Transition sans engagement des gangs, avec une reprise de la violence entre le 20 et le 25 janvier conçue pour faire pression sur les négociations du 7 février en démontrant l'impuissance gouvernementale, exploiter le calendrier

comprimé alors que le Conseil lutte avec la mise en œuvre et établir un levier pour les négociations de gouvernance post-7 février. Le scénario C implique d'étendre la pause jusqu'au 7 février mais de lancer une escalade majeure dans la semaine après le 7 février entre le 8 et le 15 février si aucun cadre d'amnistie n'émerge, ciblant les acteurs politiques, les infrastructures économiques ou les installations internationales pour forcer des négociations avec quiconque gouverne post-7 février.



## CONTEXTE HISTORIQUE

L'actuelle pause de 39 jours représente la période soutenue la plus longue sans attaques initiées par les gangs depuis que le contrôle territorial des gangs s'est étendu à 80 à 90 pour cent de Port-au-Prince début 2024. Les pauses opérationnelles précédentes duraient généralement 7 à 14 jours et se terminaient par une violence reprise ciblant les installations gouvernementales ou les infrastructures internationales.

## POINTS DE DISCUSSION

La pause de 39 jours des attaques de gangs du 21 décembre au 16 janvier se poursuit malgré les frappes de drones du 14 janvier sur les cachettes du leader de gang Chérizier démontrant une discipline stratégique sans précédent.

L'échec des gangs à riposter valide l'évaluation du Crisis Group du 15 décembre selon laquelle les gangs priorisent les négociations d'amnistie du 7 février plutôt que des réponses tactiques immédiates aux provocations gouvernementales.

Le rapport de l'OIM du 15 janvier de 5 800 personnes nouvellement déplacées montre que les opérations de la PNH produisent des coûts humanitaires même sans riposte des gangs.

Les gangs font face à un point de décision stratégique entre le 20 et le 25 janvier pour soit continuer la pause en attendant des signaux d'amnistie ou reprendre la violence pour faire pression sur les négociations du 7 février.

Le contrôle territorial des gangs de 80 à 90 pour cent de Port-au-Prince selon l'évaluation du MOPAL du 4 janvier reste inchangé malgré les frappes de drones.

## DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Le gouvernement devrait clarifier si la doctrine de non-négociation du Premier ministre Fils-Aimé du 28 décembre reste en vigueur ou si des discussions en coulisses avec des représentants de gangs se produisent pour expliquer la pause de 39 jours.

Les acteurs internationaux devraient évaluer si la pause de 39 jours représente une véritable opportunité de négociation ou un repositionnement tactique par les gangs avant une violence reprise fin janvier.

Les organisations humanitaires devraient se préparer à des pics de déplacement potentiels si les gangs reprennent les opérations entre le 20 et le 25 janvier en réponse à la fermeture de la fenêtre critique de la CARICOM sans annonces de cadre d'amnistie.

Le Conseil Présidentiel de Transition devrait décider pendant le week-end s'il faut inclure des représentants de gangs dans les discussions de gouvernance post-7 février pour prolonger la pause de 39 jours jusqu'à l'échéance constitutionnelle.

Les analystes de sécurité devraient surveiller le 20 au 25 janvier pour une reprise potentielle de la violence des gangs si les annonces de excluent les dispositions d'amnistie des cadres de gouvernance.



## CONFIANCE



**Confiance élevée basée sur des rapports institutionnels officiels.**

DÉVELOPPEMENT 3: Le week-end devient un point d'inflexion critique pour la trajectoire du 7 février

L'absence de toute annonce 16 janvier pendant le dernier jour de la fenêtre critique de la CARICOM crée une pression maximale pour des actions de week-end les 18 et 19 janvier parce que les acteurs politiques, les organisations internationales et les groupes de la société civile doivent maintenant décider s'ils convoquent des mécanismes de coordination d'urgence ou acceptent qu'Haïti naviguera l'échéance constitutionnelle du 7 février par des processus non coordonnés ou unilatéraux. Le week-end représente la dernière opportunité pour une intervention internationale structurée avant d'entrer dans les trois dernières semaines avec des calendriers de mise en uvre compressés.

Les calculs des acteurs politiques pendant le week-end révèlent trois pistes de décision parallèles. Le Conseil Présidentiel de Transition attend de voir si la CARICOM convoque un sommet d'urgence pendant le week-end avant d'annoncer soit une extension unilatérale soit un cadre de départ qui répond aux demandes de la société civile. Les organisations de la société civile incluant le RANFOR, l'Initiative de la Société Civile et l'ANR reconnaissent qu'elles n'ont pas réussi à s'unifier pendant la fenêtre critique et peuvent tenter une coordination d'urgence pendant le week-end pour présenter une proposition consolidée d'ici 20 janvier. Les acteurs internationaux incluant la CARICOM, l'OEA et l'ONU doivent décider pendant le week-end s'ils convoquent un sommet d'urgence, retirent la facilitation reconnaissant l'échec de coordination ou continuent les négociations silencieuses acceptant des calendriers compressés.

La pression publique et médiatique s'intensifie avec 22 jours restants jusqu'au 7 février alors que le silencieux déclenche trois dynamiques d'amplification. Les médias haïtiens incluant Le Nouvelliste, Haiti Libre et Radio Métropole commenceront une couverture de compte à rebours quotidienne à

partir de la semaine prochaine, transformant l'échéance du 7 février d'une préoccupation institutionnelle en un récit de crise publique. Le cadrage de Radio Métropole du 5 janvier du 7 février comme un basculement ou point de basculement/effondrement devient le récit médiatique dominant, augmentant l'anxiété publique et la pression politique sur le Conseil Présidentiel de Transition. Les mouvements d'opposition incluant le MORN et l'Accord de Montana ont le week-end pour organiser des campagnes exigeant le départ du Conseil Présidentiel de Transition si aucun cadre n'est annoncé, incluant potentiellement des protestations ou des déclarations publiques d'ici .

Le 20 janvier devient la nouvelle échéance de facto pour les cadres si le week-end passe sans sommet d'urgence de la CARICOM ou annonces du Conseil Présidentiel de Transition. Une annonce de crée une fenêtre de mise en uvre compressée de 18 jours qui augmente le risque opérationnel par un temps insuffisant pour des processus de décret appropriés, augmente le déficit de légitimité alors que le public perçoit des arrangements précipités de dernière minute et déclenche des décisions stratégiques des gangs alors que les gangs évaluent les annonces de pour déterminer s'ils reprennent la violence ou prolongent la pause de 39 jours jusqu'au 7 février. Le résultat du week-end détermine si la transition du 7 février d'Haïti se produit par des cadres internationaux coordonnés avec une mise en uvre de 18 jours, des propositions concurrentes non coordonnées de la société civile et du Conseil Présidentiel de Transition ou un vide institutionnel sans cadres annoncés jusqu'à la dernière semaine de janvier.



## CONTEXTE HISTORIQUE

La déclaration de la CARICOM du 12 janvier 2026 avertissant de la lenteur des acteurs à trouver un terrain d'entente représentait la pression d'échéance la plus explicite de l'organisation après six mois de facilitation. Le silencieux confirme que ni le Conseil Présidentiel de Transition ni les organisations de la société civile n'ont répondu à cet avertissement pendant la fenêtre identifiée du 13 au 17 janvier.

## POINTS DE DISCUSSION

Le 16 janvier est passé sans aucune annonce de cadre de gouvernance créant une pression maximale pour une coordination d'urgence de week-end par la CARICOM, la société civile ou le Conseil Présidentiel de Transition.

Le week-end du 18 au 19 janvier représente la dernière opportunité pour la CARICOM de convoquer un sommet d'urgence des chefs de gouvernement avant d'entrer dans les trois dernières semaines avec des calendriers de mise en uvre compressés.

Le 20 janvier devient la nouvelle échéance de facto pour les annonces de cadre avec toute annonce de créant seulement 18 jours pour la mise en uvre avant le 7 février.

Les médias haïtiens commenceront une couverture de compte à rebours quotidienne à partir de la semaine prochaine transformant le 7 février d'une échéance institutionnelle en un récit de crise publique.

Les gangs évalueront les développements du week-end et du pour déterminer s'ils reprennent la violence fin janvier ou prolongent la pause de 39 jours jusqu'au 7 février.

#### DÉCISIONS RECOMMANDÉES

La CARICOM devrait annoncer d'ici 17 janvier si elle convoquera un sommet d'urgence des chefs de gouvernement pour 18 janvier ou se retirera formellement de la facilitation reconnaissant l'échec de coordination.

Le Conseil Présidentiel de Transition devrait tenir des sessions d'urgence de week-end pour décider s'il faut annoncer un cadre de départ d'ici 20 janvier ou se préparer à une extension unilatérale au-delà du 7 février.

Les organisations de la société civile devraient tenter une coordination d'urgence pendant le week-end pour consolider les propositions de l'Initiative de la Société Civile, du RANFOR et de l'ANR en un cadre unifié présentable d'ici 20 janvier.

Les médias internationaux devraient augmenter la couverture de l'échéance du 7 février pendant le week-end pour faire pression sur les acteurs haïtiens et internationaux vers une action décisive avant .

Les missions diplomatiques à Port-au-Prince devraient se coordonner pendant le week-end pour présenter une position unifiée au Conseil Présidentiel de Transition d'ici matin.



#### CONFIANCE



**Confiance modérée basée sur des rapports institutionnels partiels.**

#### À SURVEILLER

#### PROCHAINES 24 À 48 HEURES

La CARICOM convoquera-t-elle un sommet d'urgence des chefs de gouvernement pendant le week-end du 18 au 19 janvier pour sélectionner et approuver un cadre de la société civile ou le week-end passera-t-il sans coordination internationale confirmant que la facilitation a échoué. Les organisations de la société civile incluant le RANFOR, l'Initiative de la Société Civile et l'ANR tenteront-elles une coordination d'urgence pendant le week-end pour présenter une proposition unifiée d'ici 20 janvier. Le Conseil Présidentiel de Transition tiendra-t-il des sessions d'urgence de week-end pour décider s'il faut annoncer un cadre de départ ou d'extension d'ici matin.

#### CETTE SEMAINE

Le Conseil Présidentiel de Transition, le Premier ministre Fils-Aimé ou la société civile unifiée annonceront-ils des cadres de gouvernance le 20 janvier créant un calendrier de mise en uvre compressé mais potentiellement viable de 18 jours ou la semaine passera-t-elle sans annonces confirmant l'entrée dans les deux dernières semaines. Les gangs reprendront-ils la violence à Port-au-Prince fin janvier entre le 20 et le 25 janvier pour exploiter le calendrier compressé et faire pression sur les négociations d'amnistie ou prolongeront-ils la pause de 39 jours jusqu'au 7 février en attendant les négociations de gouvernance post-échéance. Les médias haïtiens commenceront-ils une couverture de compte à rebours quotidienne à partir du 20 janvier transformant l'échéance du 7 février en un récit de crise publique.

### HORIZON STRATÉGIQUE

Haïti naviguera-t-elle l'échéance constitutionnelle du 7 février par des cadres internationaux coordonnés avec l'approbation de la CARICOM ou par des propositions concurrentes non coordonnées de la société civile et du Conseil Présidentiel de Transition créant des déficits de légitimité. Les gangs maintiendront-ils la discipline stratégique jusqu'au 7 février priorisant les négociations d'amnistie à long terme ou reprendront-ils la violence fin janvier pour établir un levier pour les discussions de gouvernance post-7 février. Le Conseil Présidentiel de Transition annoncera-t-il un départ d'ici le 7 février ou tentera-t-il une extension unilatérale au-delà du mandat constitutionnel créant un vide institutionnel potentiel ou des revendications de gouvernance concurrentes.

### SOURCES PRIMAIRES

Déclaration du Groupe de Personnalités Éminentes de la CARICOM du 12 janvier 2026 exprimant une profonde préoccupation concernant la lenteur des acteurs à trouver un terrain d'entente.

Surveillance quotidienne complète d'Haiti Libre du 16 janvier 2026 ne montrant aucun nouveau développement politique ou sécuritaire à partir de 17h34 HNE.

Rapport de l'OIM du 15 janvier 2026 documentant 5 800 personnes nouvellement déplacées à Port-au-Prince.

Évaluation du Crisis Group du 15 décembre 2025 analysant les calculs stratégiques des gangs concernant les négociations d'amnistie du 7 février.

Déclaration du Premier ministre Fils-Aimé du 28 décembre 2025 déclarant la doctrine de non-négociation avec les représentants de gangs.

Évaluation du MOPAL du 4 janvier 2026 documentant le contrôle territorial des gangs de 80 à 90 pour cent de Port-au-Prince.

Analyse de Radio Métropole du 5 janvier 2026 cadrant le 7 février comme un basculement ou point de basculement/effondrement.

## AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

Rapport du Miami Herald du 9 janvier 2026 sur le Groupe de Personnalités Éminentes de la CARICOM tenant des discussions avec les membres du conseil et les dirigeants politiques.

Proposition de l'Initiative de la Société Civile du 6 janvier 2026 pour l'achèvement de la transition.

Appel au dialogue politique du RANFOR du 11 janvier 2026 et du 14 janvier 2026.

Cadre de l'ANR du 6 novembre 2025 proposant une structure de gouvernance du Conseil d'État.

Rapports opérationnels de la PNH du 14 janvier 2026 documentant les frappes de drones sur les cachettes du leader de gang Chérizier à Delmas, Bel-Air et La Saline.

Déclaration du secrétaire Rubio du 1er janvier 2026 sur la position des États-Unis concernant la transition haïtienne.

Déclaration du ministre Giroux du 16 décembre 2025 sur la position canadienne concernant la transition haïtienne.